

Salaires et pouvoir d'achat : la page n'est pas tournée !

L'an dernier, au plus fort du mouvement des gilets jaunes, le Président d'Est Ensemble, lors de ses vœux aux agents avait annoncé le versement d'une prime exceptionnelle, certes modeste (100 et 150 euros selon l'indice de rémunération), mais qui semblait prendre en compte le problème de pouvoir d'achat et la faiblesse des salaires dans la fonction publique territoriale. Il s'agissait également d'une première et rendait par là possible ce qui ne l'était pas auparavant.

Cette année aucune annonce de la sorte, malgré un soutien du Président, affirmé dans le fil rouge et confirmé dans le Mag, au mouvement social contre la réforme des retraites et l'affirmation d'une politique publique d'Est Ensemble à la hauteur des enjeux du département.

Et pourtant la situation ne s'est guère améliorée : le gel du point d'indice se poursuit et le gouvernement entend le maintenir jusqu'en 2022

le régime indemnitaire n'a pas bougé depuis sa mise en place en 2013

de plus depuis janvier 2018 est instaurée une mesure injuste, inefficace et antisociale : le jour de carence, qui "rapporte" à notre employeur plus de 90 000 euros prélevés chaque année dans les poches des salariés.

Avec le projet de réforme des retraites, conjugué à des salaires scandaleusement tirés vers le bas, on perçoit rapidement le piège mortifère qui se referme sur nous.

**Pas de prime,
pas de
chocolat !!!**



M. Le président pour que vos paroles ne restent pas de vaines promesses à l'approche d'échéances électorales, affirmez une politique publique forte sur notre territoire

- en pérennisant la prime accordée l'année dernière
- en revalorisant le régime indemnitaire pour tous
 - en abrogeant le jour de carence

**Participez à la caisse de grève d'Est Ensemble :
lepotcommun.fr/pot/mkvhc3d8 ou sur cgtestensemble.blog**